

COMMUNIQUÉ CFTC

PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DE L'ENERGIE : REACTIONS AUX ANNONCES D'EMMANUEL MACRON

DANS SON ALLOCUTION DE CE 27 NOVEMBRE, LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE A ANNONCE DES MESURES DE LONG TERME ET DE MOYEN TERME, AUXQUELLES LA CFTC NE PEUT QUE SOUSCRIRE ; ELLE REGRETTE, EN REVANCHE, L'ABSENCE DE REELLES MESURES DE COURT TERME AUX DIFFICULTES DE POUVOIR D'ACHAT DES FRANÇAIS.

La CFTC ne peut, en effet, qu'approuver les engagements de long et moyen terme en faveur d'une transition écologique juste et qui réponde aux objectifs contenus dans l'accord de Paris de contenir le réchauffement climatique en dessous de 2 degrés et si possible d'essayer de limiter la hausse à 1,5 degré. Si on infléchit ce cap, ce sont nos concitoyens qui le payeront et demain nos enfants.

Elle demande néanmoins au gouvernement de veiller au reclassement et à la formation des salariés des centrales à charbon et nucléaires amenées à fermer, ainsi que de penser à la redynamisation des bassins d'emplois concernés.

La CFTC adhère également à la méthode proposée pour établir un dialogue social et environnemental au plus près du terrain, et avancer des solutions concrètes et pratiques, afin de construire le nouveau modèle économique, social et environnemental dont la France a besoin. L'actualité démontre aujourd'hui, si besoin était, le rôle prépondérant des corps intermédiaires dans la conception, la conduite et la pédagogie des réformes.

En 2015, lors de son congrès, la CFTC prônait la construction d'un nouveau contrat social destiné à réagir aux bouleversements en cours, notamment le changement climatique. Elle avait, alors, des préconisations et proposait surtout d'y **réfléchir à plusieurs, organisations syndicales et patronales, associations et ONG, élus de terrain et société civile !**

En effet la CFTC agit là où elle le doit avec les moyens qui ont toujours été les siens – à savoir **la réflexion et le dialogue**-, en collaboration avec des associations de défense de la famille, des ONG environnementalistes et les partenaires sociaux de bonne volonté, mais aussi l'Etat, en défendant le fléchage des recettes issues de la taxe carbone dans un sens favorable à la transition écologique et solidaire. Sur le terrain, nos structures doivent également relayer ce type de collaboration et œuvrer de façon constructive à la préservation de la planète, notre maison commune.

Enfin la CFTC accueille favorablement la constitution d'un Haut-Conseil pour le climat, qui n'est pas une commission Théodule de plus, mais un organisme qui sera chargé de définir les bases scientifiques du dialogue environnemental. Elle y prendra toute sa place.

Toutefois, au-delà de ces considérations écologiques, la CFTC regrette que les maux profonds révélés par les mécontentements exprimés ces dernières semaines n'aient pas donné lieu à des annonces susceptibles de rééquilibrer les efforts demandés aux français.